ASCENZI (Anna). – *Tra educazione etico-civile e costruzione dell'identità nazionale. L'insegnamento della storia nelle scuole italiane dell'Ottocento*

Milano : Vita e Pensiero, 2004. – 625 p.

Mariella Colin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1103>

DOI : [10.4000/histoire-education.1103](https://doi.org/10.4000/histoire-education.1103)

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 89-92

ISBN : 2-7342-1006-1

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Mariella Colin, « ASCENZI (Anna). – *Tra educazione etico-civile e costruzione dell'identità nazionale. L'insegnamento della storia nelle scuole italiane dell'Ottocento* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 105 | 2005, mis en ligne le 23 mars 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1103> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1103>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

ASCENZI (Anna). – *Tra educazione etico-civile e costruzione dell'identità nazionale. L'insegnamento della storia nelle scuole italiane dell'Ottocento*

Milano : Vita e Pensiero, 2004. – 625 p.

Mariella Colin

RÉFÉRENCE

ASCENZI (Anna). – *Tra educazione etico-civile e costruzione dell'identità nazionale. L'insegnamento della storia nelle scuole italiane dell'Ottocento*. – Milano : Vita e Pensiero, 2004. – 625 p.

- 1 Ce livre est une contribution importante à l'histoire de la constitution des disciplines, et plus précisément celle de l'histoire, dans l'Italie du XIX^e siècle. Dans la structure de cet ouvrage, la première partie, consacrée à l'étude de son enseignement dans le primaire et dans le secondaire, est complétée par deux annexes. La première reproduit les programmes d'histoire des écoles primaires et secondaires de 1860 à 1900, dont la publication groupée ici est d'une utilité certaine. La deuxième est le fruit de la recherche personnelle d'Anna Ascenzi : il s'agit d'un répertoire bibliographique (pour un total de 208 pages) réunissant quelque cinq mille titres de livres et de manuels d'histoire pour l'enseignement primaire et secondaire publiés entre 1801 et 1900. Il a été constitué à partir du dépouillement systématique de toutes les sources disponibles, soit les sources éditoriales (catalogues libraires collectifs déjà constitués, prospectus diffusés par les éditeurs et éditeurs-libraires de la péninsule) et les sources des archives du ministère de l'Instruction publique. Une large partie de ces ouvrages a été repérée dans les bibliothèques italiennes, puis lue par Anna Ascenzi, qui a ainsi pu vérifier les contenus disciplinaires diffusés.

- 2 L'historienne démontre comment, dans les deux degrés de l'enseignement, l'histoire, loin d'avoir des finalités essentiellement scientifiques, fut investie dans l'Italie libérale d'une double mission, idéologique et éthique. Elle fut progressivement considérée comme une discipline essentiellement destinée à former la conscience civile et à promouvoir une « identité italienne » parmi les citoyens du nouvel État, en élaborant une mémoire collective commune et en offrant un patrimoine commun de valeurs et de modèles. Dans le primaire comme dans le secondaire, l'utilisation de l'histoire se plia aux visées et opinions politiques des partis qui se succédèrent au pouvoir, et évolua au fil des gouvernements. De 1860 à 1876, l'Italie fut gouvernée par la droite (l'aile du parti libéral plus modérée et plus proche de la monarchie) ; puis à partir de 1876, par la gauche (l'aile plus progressiste, mais plus nationaliste également). L'intérêt pour l'histoire fut bien plus important pour les leaders de la deuxième tendance (qui comptait dans ses rangs des intellectuels personnellement intéressés par l'histoire), que ses convictions laïques et positivistes amenèrent à remplacer la religion, à laquelle avait été longtemps confiée la formation de la moralité populaire, par l'histoire nationale, et notamment par l'histoire du *Risorgimento*, chargée d'inspirer aux nouvelles générations « le sentiment du devoir, la dévotion au bien public et l'amour pour la patrie ».
- 3 L'histoire à l'école primaire suit bien cette évolution, et ce d'autant plus que la constitution de l'histoire en tant que discipline autonome fut une innovation importante. Au moment de l'Unité, la discipline fondamentale pour la formation de la conscience morale était encore la religion, dont l'enseignement, réparti entre catéchisme et histoire sainte, était dispensé dans toutes les classes. Dans les programmes de 1860, l'histoire n'avait encore qu'un rôle très limité, puisqu'elle n'était prévue que pour la dernière classe du cycle primaire, en même temps que la géographie et l'éducation civique. Le corps enseignant en activité, constitué pour un tiers d'ecclésiastiques, pour lesquels l'histoire ne pouvait être que l'histoire sainte, ignorait cette discipline. Les ouvrages, encore peu nombreux, composés pendant les premières années de l'Italie unifiée, mettent en évidence la place centrale occupée dans l'histoire nationale par la maison de Savoie, et notamment par le roi Victor Emmanuel II, alors que les acteurs démocrates et républicains du *Risorgimento* étaient présentés comme des « sectaires ». Par la suite, l'idéologie monarchique et conservatrice laissa progressivement place à une interprétation mythologique à finalité patriotique, s'appuyant sur un panthéon de héros et de pères de la patrie de tous les temps. Cette tendance se trouva davantage amplifiée lors de l'arrivée au pouvoir de la gauche libérale, dont les leaders remirent en discussion le caractère obligatoire de l'enseignement de la religion à l'école primaire et introduisirent à la place de celle-ci l'éducation civique. Le gouvernement de la gauche se soucia également d'assurer les compétences des enseignants du primaire : pour le recyclage des maîtres qui ignoraient l'histoire, furent organisées en 1890 des « conférences pédagogiques ». À l'enseignement de l'histoire était résolument confiée la tâche d'inspirer à l'enfant « le sentiment du devoir, la dévotion au bien public et l'amour de la patrie ». L'histoire du *Risorgimento*, dont le *terminus ad quem* s'était déplacé de 1860 (l'Unité) à 1870 (la prise de Rome) réunissait à présent tous ses protagonistes, y compris Mazzini le républicain et Garibaldi le héros internationaliste (dont les aspects « politiquement incorrects » avaient été soigneusement gommés), en vue d'une célébration du *Risorgimento* vu comme une épopée nationale et populaire conduite par le binôme Monarchie-Peuple. En 1894, au moment où le gouvernement colonialiste de Crispi était engagé dans les

conquêtes coloniales en Afrique, les nouveaux programmes d'histoire ajoutèrent aux précédents une nouvelle touche nationaliste, en proclamant la continuité entre la Rome impériale et la Troisième Italie.

- 4 Dans le second degré, l'enseignement de l'histoire se posait dans des termes plus complexes. Le secondaire regroupait trois branches : les études classiques (comprenant le *ginnasio* ou collège, et le lycée, sur huit ans), l'enseignement technique (comprenant l'école technique et l'institut technique, sur six ans) et les études normales pour les futurs maîtres (sur trois ans, qui furent ensuite portés à six). Le cursus classique, qui s'adressait à la classe dirigeante, était de loin celui qui comportait le programme historique le plus complet, tandis que les deux autres devaient se contenter des « médaillons » biographiques et des récits des épisodes les plus importants. Mais le premier problème qui se posa dans toute son urgence fut celui du manque de professeurs qualifiés. Rares étaient en effet les enseignants qui possédaient la formation requise, ajoutant au titre universitaire (la *laurea* ou maîtrise) l'habilitation à enseigner, obtenue dans une *Scuola Normale Superiore* ou dans une *Scuola di Magistero*. En 1895, les enseignants de ce niveau n'étaient guère que 40 % de l'effectif total. Les autres étaient recrutés par des procédés palliatifs, comme les enseignants remplaçants et les maîtres pourvus d'habilitations « spéciales » et « extraordinaires », dont les inspecteurs déploraient l'inculture et l'incapacité. L'autre question qui se posa dès les premières années fut celle d'une répartition équilibrée de la matière dans les parcours didactiques des trois branches. Les programmes furent sans cesse remaniés et les réformes, qui se succédèrent à un rythme soutenu pendant quarante ans, amplifièrent la place faite à cet enseignement, ainsi qu'à celui de l'histoire contemporaine, et notamment du *Risorgimento*, aux dépens de l'histoire ancienne privilégiée auparavant.

5 Le livre d'A. Ascenzi, préparé avec soin et rigueur, retrace ainsi le panorama d'une période importante dans l'histoire de l'enseignement de la discipline en Italie. Cette synthèse d'une grande clarté, qui s'appuie sur une documentation de première main aussi abondante que précise, peut prétendre à l'exhaustivité. Le répertoire bibliographique réuni par A. Ascenzi est à lui seul un résultat du plus grand intérêt, et ses analyses ponctuelles sont aussi riches que pertinentes. L'ensemble constitué par cette étude critique et par le répertoire des manuels forme un ouvrage d'une grande qualité, doublement utile pour les chercheurs et les spécialistes de la discipline. Reste à savoir cependant dans quelle mesure les manuels d'histoire étaient effectivement utilisés par les enseignants et lus par les élèves. Les rares informations qu'Anna Ascenzi livre à ce sujet nous laissent sceptiques. Si l'histoire de la constitution de l'histoire en discipline est largement faite, celle de sa didactique sur le terrain reste à faire. Un vaste chantier pour les chercheurs italiens !

AUTEUR

MARIELLA COLIN